ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - 11 JUIN 2017 - 3º CIRCONSCRIPTION - HAUTS-DE-SEINE



NOS VIES, PAS LEURS PROFITS

npa2009.org

Stéphane GAULTIER

49 ans Technicien secteur automobile **Stéphanie BLANC** 42 ans Enseignante



Jélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République représente le coup d'envoi d'une nouvelle offensive contre les travailleurs et les classes populaires. Ancien banquier d'affaire, ancien ministre de Hollande, père d'une loi rédigée sous la dictée du patronat, il a mis en place un gouvernement où se retrouvent ministres de gauche, du centre, de droite, de tous ces partis qui ont cohabité ou alterné pendant des années pour mener l'offensive du grand patronat contre les travailleurs et la population.

Ils se retrouvent ensemble, sous sa houlette, pour poursuivre leur sale boulot, accentuer leur politique de destruction des droits sociaux et démocratiques, de liquidation des services publics, de généralisation de la précarité et de la flexibilité, des licenciements et du chômage.

Il envisage de gouverner par ordonnances, la même méthode antidémocratique que le 49-3 utilisé par Valls pour faire passer la loi travail et les lois Macron, et voudrait que les électrices et électeurs lui donnent une majorité pour lui permettre de faire ce que...le patronat voudra.

Il faut leur dire une nouvelle fois que nous en avons assez!

Contre un gouvernement au service du grand patronat et des actionnaires

Ensemble, ils vont poursuivre leur offensive réactionnaire entraînant le développement du racisme et de toutes les

discriminations, l'institutionnalisation de l'état d'urgence, la répression policière comme les guerres menées par l'impérialisme français qui engendrent le terrorisme. Ils vont poursuivre leur offensive sécuritaire contre les quartiers populaires, les cités, les jeunes mais aussi celles et ceux qui contestent leur politique.

Ce faisant, ils préparent le terrain pour l'extrême droite

Ce faisant, ils préparent le terrain pour l'extrême droite

Le résultat de ces politiques est la montée de l'extrême droite. Celle-ci se présente comme une réponse, une issue, mais c'est un mensonge. Elle aussi fait partie de leur système, celui du fric, des inégalités, des discriminations. Elle fera encore pire que ceux qu'elle prétend combattre pour mieux dévoyer le mécontentement : la fin des droits démocratiques, le chacun pour soi, les discriminations, le libéralisme sans frein, le nationalisme et la xénophobie.

Le seul rempart à l'extrême droite, c'est la force collective du monde du travail pour combattre les politiques qui lui préparent le terrain. Quelle que soit notre origine, la couleur de notre peau, notre sexe, notre orientation sexuelle, nous avons les mêmes intérêts et nous devons nous mobiliser pour les défendre.

Imposer une autre politique

Le patronat a touché 100 à 150 milliards d'euros d'aides par an, l'évasion fiscale permet aux riches de capter 80 milliards par an, les entreprises du CAC 40 ont distribué 55 milliards d'euros aux actionnaires l'an dernier. Il faut en finir avec ce transfert de richesses dans les poches des riches et des possédants, remettre en cause la logique du profit et de la concurrence.

En finir avec le chômage et la précarité, interdire les licenciements, partager le temps de travail entre toutes et tous, sans perte de salaire.

Augmenter les salaires de 300 euros net au moins, avec un revenu minimum, des minima sociaux et des pensions à 1700 euros nets.

Créer un million d'emplois dans les services publics de la santé, l'éducation, l'eau, l'énergie, le logement, les transports.

Revenir à une retraite pleine et entière à 60 ans, 55 ans pour les travaux pénibles, au bout de 37,5 annuités, dans le privé et le public.

Mettre en œuvre une politique au service de la population, c'est rompre avec une économie basée sur les profits, annuler la dette et socialiser les banques en créant un service public bancaire sous le contrôle des salarié-e-s et de la population.

Garantir les droits démocratiques, c'est garantir le droit de la population à contrôler et décider de la marche de la société comme des grandes entreprises.

C'est défendre les droits des femmes, l'égalité entre les sexes, une véritable égalité au travail, le libre accès à l'avortement et la contraception, par un service de la petite enfance.

C'est refuser le repli sur soi, la fermeture des frontières, le nationalisme pour construire une autre Europe, mettre en place la liberté de circulation et d'installation, régulariser tous les sans-papiers.

C'est mettre fin à l'état d'urgence qui n'empêche pas les attentats mais réduit les libertés démocratiques C'est arrêter les interventions militaires et les ventes d'armes, défendre le droit des peuples à l'autodétermination, partout dans le monde, dont en Palestine et en Guyane.

Ne comptons que sur nous mêmes et nos mobilisations

Les mesures que nous proposons ne peuvent pas être mises en place par des députés qui sont responsables des politiques libérales depuis 30 ans.

Elles ne pourraient l'être que par un pouvoir qui refuse la soumission aux classes possédantes, aux banques, aux grands patrons. Un pouvoir issu des mobilisations du monde du travail, sous son contrôle direct, qui représenterait une rupture avec le capitalisme pour construire une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions.

Contre le président des patrons, préparons la riposte!

Dans ces élections législatives qui ont surtout pour fonction de donner une majorité à l'élu des patrons et des banques, nous portons une politique pour défendre les intérêts du monde du travail. Ce qui urge c'est de regrouper l'ensemble des salariés qui luttent partout pour leurs emplois, les militants et militantes qui s'étaient mobilisé-e-s contre la loi Travail et sont déterminé-e-s à ne pas se laisser faire sous Macron. Chômeurs, jeunes, salarié-e-s du privé comme du public, pour garantir à toutes et tous les moyens de s'en sortir et tout simplement de vivre, nous devons arracher aux riches et aux puissants ce qu'ils nous volent depuis trop longtemps.

Nous devons remettre en cause le pouvoir d'une infime minorité sur l'économie et sur la société.

C'est la mobilisation des jeunes et du monde du travail qui pourra empêcher les projets de Macron et mettre un terme à l'offensive capitaliste pour construire une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions. Ces élections ne changeront pas nos vies mais elles nous permettent de dire que nous ne sommes pas dupes, que nous ne marchons pas dans cette mascarade politicienne et que nous sommes convaincu-e-s que l'avenir dépend de nous, de nos mobilisations pour dégager ceux qui possèdent tout.

C'est le sens du vote pour les candidat-e-s du NPA avec le soutien de Philippe Poutou.

Ce sera dire que nous ne nous laisserons pas faire, ce sera un vote de classe, anticapitaliste et un encouragement pour les mobilisations à venir, toutes et tous ensemble, pour inverser les rapports de force.

Plus nombreuses seront les voix qui se porteront sur nos noms, sur le NPA, mieux notre mécontentement et nos aspirations se feront entendre.

Votez pour
Stéphane GAULTIER
et Stéphanie BLANC

